

Le MRJC au menu de la CEF le 29 janvier

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [Culture de Vie](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#), [Relativisme](#), [Rôle des laïcs](#)

Date : 28 janvier 2018



Une rencontre, prévue lundi 29 janvier au siège de la conférence épiscopale, sera l'occasion pour le MRJC de s'expliquer... et de plaider en faveur du maintien de sa subvention de 550 000€, que de nombreux mouvements aimeraient bien gagner aussi.

L'équipe nationale du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC) n'avait pas prévu autant de réactions suite à son communiqué en faveur de l'avortement et diffamatoire à l'encontre de la Marche pour la vie. C'est l'avantage d'internet aujourd'hui : ils peuvent plus difficilement agir dans l'ombre. Et bon nombre de catholiques sont choqués, et par le

communiqué, et par la révélation de sa subvention astronomique.

Fondé en 1963, le MRJC est l'héritier de la Jeunesse agricole catholique (JAC), créée en 1929, dans la lignée de l'Action catholique de la jeunesse française encouragée par le pape Pie XI. Aujourd'hui, le MRJC dispose d'un aumônier national nommé par la CEF et reçoit des subventions des diocèses (ponctionnés par la CEF qui redistribue de façon plus ou moins opaque) – à hauteur de 574.553€ en 2016. Il serait utile que la CEF publie cette redistribution de l'argent des fidèles catholiques, lesquels devraient être en mesure de pouvoir flécher leurs dons, afin d'éviter d'avoir l'impression d'être floués. Il faut que nos évêques comprennent qu'il est scandaleux de financer un mouvement qui insulte un autre mouvement que les mêmes donateurs catholiques financent par ailleurs (rappelons que la Marche pour la vie, qui ne bénéficie pas des mêmes largesses de l'épiscopat, a besoin de 20 000€ pour boucler le budget de sa dernière manifestation... une paille pour le MRJC). On se souvient aussi que la gauche avait accusé l'épiscopat d'avoir financé La Manif Pour Tous, ce qui est faux, LMPT vivant des dons de ses nombreux (très nombreux) militants.

Ensuite, l'un des trois jeunes choisis par la CEF pour représenter la France au pré-synode des jeunes qui aura lieu au mois de mars, **Adrien Louandre**, fait partie du MRJC.

Enfin, à l'heure de la révision de la loi sur la bioéthique, le communiqué du MRJC est une trahison, un coup porté à tous les mouvements actuellement mobilisés en faveur de la vie.

Une rencontre était prévue de longue date, lundi 29 janvier, à la CEF, entre les évêques du Conseil pour les mouvements et associations de fidèles, et les présidents de ces mouvements. La thématique porte sur « la prise de parole en public » ! L'occasion, donc, de revenir sur la polémique. Du côté de l'équipe nationale du MRJC, si on reconnaît la « *maladresse* » dans la forme du premier communiqué, aucune excuse ni repentir ne sont envisagés. **Hugues Boiteux**, secrétaire national et responsable de la communication du mouvement, affirme à [La Vie](#) :

« Nous souhaitons apporter une autre parole, peut-être un peu maladroite théologiquement, mais pour montrer qu'il y a des chrétiens qui aimeraient rouvrir le débat. Nous voulions montrer qu'il y a une pluralité dans l'Église, que des catholiques ont pu avoir recours à l'IVG et que la parole qu'amène l'Église sur ce sujet met des personnes en souffrance ». « L'avortement, on ne le souhaite à personne. Cet acte va à l'encontre de la dignité des personnes. Notre phrase a été maladroite et reçue à tort comme un encouragement. »

L'aumônier national du mouvement, le père **Jean-Paul Havard**, prêtre de la Mission de France, basé dans le diocèse de Grenoble, est allé rencontrer l'équipe nationale au siège du MRJC, à Pantin, mercredi dernier.

« Souvent, dans les diocèses, l'évangélisation est un peu "retournée" (...). Il s'agit, pour le MRJC, d'aider les gens à revenir dans le giron de l'Église. On voit aussi comment la sécularisation y est à l'œuvre. Et parfois, c'est aussi l'Église qui participe de la sécularisation, quand des personnes ont le sentiment de ne pas se s'y retrouver. »

C'est un peu l'hôpital qui se moque de la charité. Ce sont des mouvements comme le MRJC qui favorisent la sécularisation.

Lundi 29 janvier, le MRJC pourra pourtant compter sur le soutien de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et des Scouts et Guides de France (SGDF). Ces mouvements ont prévu de se retrouver en amont de la réunion à la CEF. **François Mandil**, délégué national des SGDF (combien de subventions ?), déclare :

« Lundi, on rappellera qu'on soutient le MRJC, même si la parole a été très mal prise, et que ce communiqué a fait passer des idées qu'ils n'avaient pas ». « Personne, ni le MRJC ni nous, n'a dit que l'avortement était anodin. Si l'avortement est un drame, on ne pourra jamais l'empêcher. Ce qu'on peut empêcher, c'est qu'une femme sur neuf meure d'un avortement clandestin. S'il y a une vie à protéger c'est la vie de ces femmes-là. Si on défend la vie, cela doit aussi interpeler. » « Dans le cadre des projets nationaux de la loi bioéthique, je pense que les évêques ne veulent pas revivre la Manif pour tous, c'est-à-dire cette impression chez certains que la parole était monolithique. La CEF avait perçu ce malaise chez un certain nombre de catholiques. »

Quelle grosse hypocrisie !

Mgr **Jacques Habert**, chargé du « monde rural » à la CEF, interroge :

« Ce communiqué ne s'imposait pas. Pourquoi cette sorte de plaidoyer pour l'IVG, alors qu'aujourd'hui il y a 200.000 avortement par an ? On ne voit pas en quoi le "droit à l'avortement" serait menacé ». « Il faut vraiment distinguer le fond et la forme. Sur la forme, Dieu merci, l'Église est plurielle : il y a des formes d'apostolat, de présence au monde et d'être chrétiens. Mais ensuite, il y a le fond : la Révélation, le magistère. Ce

ne sont pas des questions accessoires. Si tout le monde pense ce qu'il veut et dit ce qu'il veut, sur tout et son contraire, il n'y a plus de communion. Or, un mouvement d'Église doit être en communion avec la pensée de l'Église. »

Mgr Dominique Blanchet, évêque de Belfort-Montbéliard et président du Conseil pour les mouvements et associations de fidèles, précise :

« Le problème, ce n'est pas d'être contraire à ce que prône la Marche pour la Vie – qui n'est pas, d'ailleurs, une initiative de l'Église catholique. Cela fait partie de la libre expression, nécessaire, de tous les mouvements de fidèles. Ils posent une vraie question au passage : comment fait-on pour promouvoir la vie ? Le problème, c'est que c'est contraire à ce à quoi rend attentif l'Église sur la défense de la vie et sur le questionnement face à l'IVG. » « Dès qu'on est dans un mouvement d'Église, il y a une forme de représentation de l'Église. La CEF met en place une aumônerie nationale, les subventionne, met des locaux à leur disposition dans leur diocèse, ce qui fait que bien des évêques ont été étonnés de ce qu'ils ont lu ». « Les mouvements d'Église n'ont pas à demander à la CEF la validation de leurs communiqués ! Mais il est entendu de façon implicite qu'on est d'accord sur les critères d'ecclésialité ». « Ce n'est pas une réunion de crise ! J'espère que cela ouvrira un lieu de débat et d'échange, pour comprendre que la dignité de la personne humaine depuis sa conception jusqu'à sa mort naturelle fait partie de l'enseignement de l'Église et que cela n'est pas optionnel. »

Si l'épiscopat n'obtient pas une rétractation et des excuses du MRJC à l'égard de la Marche pour la vie et de ses milliers de marcheurs, il sera temps de s'interroger sur une grève du denier de l'Église. Les fidèles catholiques ont le droit d'exiger que leur argent cesse de financer des mouvements politiques au sein de l'Église, des mouvements hostiles aux principes non négociables rappelés par **Benoît XVI**, des mouvements qui répandent la haine et la division en accusant ceux qui tentent d'interpeller les consciences de nos contemporains, des mouvements mondains qui justifient la culture de mort.